

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Les-transformations-de-Notre-Amerique-Aldo-Ferrer>

« Les transformations de Notre Amérique » Aldo Ferrer

- Notre Amérique -

Date de mise en ligne : dimanche 10 février 2013

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Dans ces premières années du XXI^e siècle des changements profonds convergent dans nos pays et dans le monde. Dans Notre Amérique (Latine, originaire, etc.), et particulièrement en Amérique du Sud, de nouvelles tendances se remarquent dans les domaines suivants.

La question sociale : les grandes inégalités qui caractérisent historiquement nos pays, sont reconnues comme le problème principal et comme un obstacle fondamental au développement. Les politiques pour s'occuper des secteurs vulnérables, pour éradiquer la pauvreté, pour éduquer et impulser la cohésion sociale, occupent actuellement une priorité sans égal dans les publiques politiques.

- **La qualité des dirigeants** : la priorité de la question sociale a des conséquences politiques profondes. Historiquement, les sociétés qui enregistrent une fracture profonde, entre les minorités qui tiennent le pouvoir économique et les majorités populaires, génèrent des dirigeants qui reproduisent les privilèges et les asymétries établies et accumulent du pouvoir comme agents d'intérêts étrangers. Inégalité, sous-développement et dépendance sont étroitement associés. De nouveaux dirigeants ont surgi dans nos pays privilégiant la résolution de la question sociale et, par conséquent, ils adoptent un comportement différent quant à la gestion de l'économie et de ses relations externes.
- **Les institutions** : la démocratie a été consolidée et cela confère la stabilité institutionnelle nécessaire au développement économique et social.
- **Les idées** : les nouvelles tendances impliquent le renouvellement des idées sur le développement économique et les relations internationales. L'échec de la stratégie néolibérale en Amérique Latine et dans le reste de monde a rétabli la validité de la pensée développementiste et les visions de Raúl Prebisch, de Celso Furtado et d'autres penseurs sudaméricains. Il est, en effet, indispensable de ne pas se subordonner à l'idéologie promue par les centres du pouvoir international et d'analyser la réalité depuis nos propres perspectives.

Depuis celles-ci, on recommence à considérer, les idées qui constituent le grand apport de la pensée latinoaméricaine dans la stratégie de développement économique. Parmi celles-ci, les suivantes :

- La formation d'un système économique et social avancé exige d'articuler l'exploitation des ressources naturelles avec leur industrialisation et l'incorporation de valeur ajoutée et de technologie. Les structures productives réduites à produire et exporter des produits primaires débouchent sur le sous-développement, la dépendance et l'exclusion sociale.
- La présence des filiales des sociétés multinationales est positive, mais elle doit être complémentaire, non substitutive, du rôle principal du patronat local. L'apport externe est utile quand il participe à l'ouverture de nouveaux marchés, au transfert de connaissances, aux équilibres dans les paiements internationaux et l'intégration de chaînes de valeur de valeur croissante ajoutée et de technologie. Autrement dit, la dépendance du capital étranger réduit l'épargne domestique et le taux d'investissement. Il culmine avec des niveaux insoutenables de dette extérieure, de déséquilibres ingérables et la subordination à l'irrationalité de la spéculation financière. Vivre avec le nôtre, ouverts au monde, aux commandes de notre destin, est indispensable pour l'exercice effectif de la souveraineté et du droit de construire son propre chemin dans l'ordre global.
- Le développement économique est un processus de transformation de l'économie et de la société fondé sur l'accumulation du capital, de connaissances, de technologie, des capacités de gestion et d'organisation, d'éducation, des capacités de la force de travail et de la stabilité et de la perméabilité des institutions, dans

lesquels la société arrange ses conflits et mobilise son potentiel de ressources. Le développement est accumulation au sens large, et l'accumulation se fait, en premier lieu, dans le propre espace de chaque pays.

- La cohésion sociale, l'empreinte nationale et sociale des dirigeants, de la démocratie et de la pensée critique capable de voir le monde depuis nos propres perspectives, constituent la densité nationale. Dans ces premières années du XXI^e siècle la densité nationale de nos pays s'est renforcée. L'une de ses conséquences est la revalorisation de l'importance de l'intégration régionale qui se reflète dans le rapprochement remarquable des contacts politiques entre les gouvernements, le renforcement de schémas d'intégration comme le Mercosur et la création d'un nouvel espace de convergence, l'Unasur. Le contexte mondial.

Ce qui est en crise actuellement ce n'est pas la mondialisation, qui est une conséquence inévitable de l'avancée de la science et de la technologie. La crise vient du néolibéralisme et des états néolibéraux, dont l'impuissance pour administrer les forces de la mondialisation provoque des écroulements, comme ceux que nous avons vécus dans notre propre expérience et surviennent, aujourd'hui, sous d'autres latitudes.

En Chine et dans d'autres pays émergents de l'Asie, le dynamisme de ses économies obéit, précisément, à ce qu'elles ont pas été soumises au canon et à l'État néolibéral. Dans ces pays, les Etats nationaux prévalent, capables d'administrer la mondialisation et de promouvoir le développement. Les turbulences et les asymétries dans l'ordre mondial contemporain reflètent la coexistence d' « états nationaux » dans les pays émergents et d' « états néolibéraux » dans l'ancien centre hégémonique.

Chez nous nous n'avons pas, tout du moins pas encore, une influence majeure sur la résolution des problèmes de l'ordre mondial. Cependant, nous disposons d'une capacité décisive pour déterminer si nous sommes, dans cet ordre, en exerçant notre droit au développement, ou nous nous résignons à reproduire notre condition historique périphérique.

Administrer la mondialisation est une condition nécessaire pour déployer le potentiel de développement de nos pays et pour occuper une position symétrique, non subordonnée, dans les relations internationales. A cette fin, la gouvernabilité de l'économie est indispensable. Tous les pays qui déploient avec succès leur potentiel de développement dans l'ordre mondial maintiennent une forte solvabilité fiscale, un excédent dans leurs balances de paiements en compte courant, des réserves élevées internationales authentiques non fondées sur la dette, des systèmes monétaires assis sur la monnaie nationale, des taux de change qui soutiennent la rentabilité de la production de biens *échangeables* [1] soumis à la concurrence internationale.

L'intégration

Nos pays n'ont pas atteint, encore, des niveaux élevés de développement économique et social. Cependant, sur le plan de la culture, ce sont des puissances de premier plan. Le défi consiste à mettre la réalité économique et sociale à la même hauteur que les niveaux atteints dans la culture.

L'intégration est un instrument fondamental pour pousser le développement national de nos pays et pour renforcer leur position conjointe en ordre mondial. L'intégration se déploie à trois niveaux : les politiques nationales, les règles de jeux de l'intégration, et la projection conjointe vers le reste de monde.

La clé du succès de l'intégration ne réside pas dans la délégation de souveraineté à des organes supranationaux communautaires. L'expérience de l'Union Européenne parvient à démontrer comment la cession de souveraineté finit par subordonner les parties plus faibles au pouvoir hégémonique des plus forts. Pire encore, quand dans un régime

communautaire, comme cela se passe dans l'Union Européenne, prévaut le paradigme néolibéral.

Notre intégration ne réside pas dans la cession de souveraineté, mais dans la construction solidaire de la souveraineté qui nous manque dans la science et la technologie, le développement industriel et l'intégration sociale. En matière financière, récemment, des pas positifs ont été faits en ce sens, à travers le désendettement externe, l'accumulation de réserves internationales et les contrôles des capitaux spéculatifs. L'intégration consiste alors à compléter les souverainetés nationales à travers des règles réalistes de l'intégration.

Les différences actuelles de dimension des économies ne doivent pas aboutir à la supposition que la finalité de l'intégration est de reproduire, dans l'espace régional, une relation centre - périphérie, entre un centre industriel et une périphérie principalement fournisseuse d'aliments et de matières premières. Le meilleur partenaire est celui complètement développé.

Nous avons ainsi devant nous, le défi de construire une relation viable, qui convient mutuellement, pour laquelle il est nécessaire d'approfondir le développement industriel et technologique, d'intégrer les chaînes de valeur de la production primaire avec la participation croissante de composants provenant de notre propre patrimoine, de pousser l'initiative des entreprises nationales et régionales pour un accès conjoint aux marchés internationaux.

L'émergence de la Chine, et d'autres nouveaux centres dynamiques dans l'économie mondiale, est un fait positif parce que cela agrandit les frontières de la projection internationale de Notre Amérique. Mais cela soulève le risque de relancer l'ancien modèle centre - périphérie qui, dans le passé, nous a subordonnés à la position de fournisseurs de produits primaires et d'importateurs de manufactures et de capitaux.

Il est nécessaire d'avancer, simultanément, sur les trois plans d'intégration : construire, à partir du renforcement des densités nationales, une densité bilatérale, *mercosurienne* et sudaméricaine, fondée sur l'inclusion sociale, l'efficacité du leadership, la consolidation de la démocratie et de la pensée critique. Chaque pays a la mondialisation et l'intégration qu'il mérite, en vertu de la force de sa densité nationale.

Plus les situations nationales se renforcent, plus fluides seront les échanges, plus flexibles et réalistes seront les normes, meilleures seront les réponses face aux changements dans les situations nationales et, finalement, bien plus solidaire, sera la projection conjointe sur la scène mondiale, les politiques nationales et communautaires auront plus de liberté de manoeuvres.

[Página 12](#). Buenos Aires, 27 de enero de 2013.

Traduit de l'espagnol pour [El Correo](#) par : Estelle et Carlos Debiasi

El Correo. París, le 10 février 2013.

Post-scriptum **Aldo Ferrer**. Profesor emérito. Universidad de Buenos Aires. Embajador argentino en Francia. Este texto es una reproducción de los pasajes salientes de la exposición « Transformaciones de América 'Latina' en la última década, en el contexto mundial », realizada el 21 de enero de 2013, en el Encuentro con Intelectuales suramericanos « *Caminos progresistas para el desarrollo y la integración regional* », realizado en el Instituto Lula de San Pablo.

[1] }bien qui peuvent être consommés au sein de l'économie qui les produit , et peuvent s'exporter et s'important. Généralement, ils ont des couts de transports faibles et peu de taxes douanières